

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50232

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

bindliche Einstellung der Franzosen jener Nachkriegsjahre gegenüber den jüngst noch als Sieger- und Besatzungsmacht erlebten Deutschen beschrieben ist. Vielmehr ist hier eine Zahl von Persönlichkeiten aktiv geworden, die aus persönlicher Einsicht, humanitärer Gesinnung oder aus politischer Überzeugung motiviert wurden. Dabei traten insbesondere Personen mit links-katholischer Orientierung hervor, wobei die (Fehl-) Einschätzung eine Rolle spielte, daß die katholische Kirche in Deutschland durch ihren Widerstand gegen den Nationalsozialismus in besonderer Weise zu leiden gehabt hätte. Wenig erstaunlich ist hingegen, daß es sich bei den Initiatoren der Verständigung fast durchgängig um Persönlichkeiten handelte, die dem linksorientierten Lager entstammten. Da die linke politische Sphäre in Frankreich die deutsche »Fehlentwicklung« des Nationalsozialismus insbesondere auf das Diktum von Versailles zurückführte, das zu ratifizieren die sozialistische Fraktion in der Nationalversammlung sich seinerzeit geweigert hatte, lag das Engagement für eine Verständigung mit den Nachbarn näher als im Fall von Vertretern konservativer Gruppen, die noch das Feindbild der »Allemagne éternelle« vor Augen hatten. Im Falle von Akademikern, Philosophen und einigen Schriftstellern hingegen war die kulturelle Verbindung zum deutschen Geistesleben, zu Literatur und Philosophie (vor allem die Attraktivität von Heidegger) Beweggrund für ihren Einsatz um die Aussöhnung. Viele bekannte Namen, Rovin, Sartre, Aron, Grosser, Camus, Mounier reihen sich neben vielen weniger bekannten in die Zahl derer ein, die sich um die deutsch-französische Aussöhnung verdient gemacht haben.

Dies zum Inhalt. Was zu wünschen übrig läßt, ist manche Nachlässigkeit in den Übersetzungen der Quellenzitate, z. T. sogar sinnenstehend (S. 308, Anm. 1406), mangelnde thematische Stringenz und stilistische Mängel. Zu letzteren gehört vor allem der stete und undifferenzierte Gebrauch des Präsens, der eine chronologische Staffelung von Abläufen einstampft und Kausalitäten verwischt. Dies führt, zusammen mit dem Bestreben des Autors, jeden nur erdenklichen Aspekt in die Untersuchung einzubeziehen, dazu, daß der Leser sich etwas mühsam durch das Buch kämpft.

Elisabeth BOKELMANN, Essen

Jürgen ELVERT, Friederike KRÜGER (dir.), Deutschland 1949–1989. Von der Zweistaatlichkeit zur Einheit, Stuttgart (Franz Steiner) 2003, 238 p. (Historische Mitteilungen der Ranke-Gesellschaft, 49), ISBN 3-515-08298-0, EUR 44,00.

Les ouvrages sur l'histoire de l'Allemagne depuis 1945 se comptent par centaines. Celui-ci ne se veut ni exhaustif ni définitif. Il s'agit ici des actes d'un colloque qui s'est tenu lors des commémorations conjointes des 50 ans de la création des deux États allemands et des dix ans de la chute du mur. Le 9 novembre 1989 met un terme à la dualité nationale allemande. La »question allemande« qui fut au cœur des relations internationales et européennes de l'après-guerre se redéfinit désormais autrement.

Ce livre comprend une quinzaine de contributions autour de l'existence séparée de deux États allemands pendant quarante ans. Les auteurs, issus des deux anciens États allemands, ont tenté une comparaison entre les relations des deux Allemagne en 1949 avec leurs relations en 1989, au moment de la chute du mur. Certains évoquent leur expérience d'acteurs ou de témoins, d'autres présentent des travaux scientifiques, la confrontation des deux éclairant les débuts constitutionnels, politiques, religieux, économiques, de la politique extérieure et de sécurité des deux États allemands générés par la guerre froide. Dans son introduction, J. ELVERT explique que la date de 1990 signifie la fin des deux États allemands antérieurs. En effet, même si la réunification se fait dans le cadre de la loi fondamentale, la vieille RFA cesse de fait d'exister. Elle devient la »République de Berlin«. L'étude de l'évolution politique et économique de chaque Allemagne ouvre des possibilités comparatives – une des

méthodes de ce colloque – en particulier pour comprendre les chances de développement qui s'offraient en 1949. Ainsi, un regard éclairé sur les aspects économiques des débuts de la RFA semble montrer que la phase de reconstruction ne s'achève vraiment que vers 1970. Le thème général est d'abord mis en perspective par un premier article de Wolf GRUNER sur la question allemande en Europe aux XIX^e et XX^e siècles. Il peut montrer que la question allemande a toujours été – et reste – une question européenne. Il repère six éléments essentiels à la compréhension de cette question allemande: la géographie, les conditions économiques et sociales, les facteurs démographiques et de sécurité, l'organisation politique de l'État, les conceptions fédéralistes et unitaires ainsi que l'image de l'Allemagne à l'étranger. Il souligne aussi la responsabilité particulière de l'Allemagne en terme de paix et de stabilité européenne. Et cette stabilité, jusqu'aux années 1980, ne semblait pas atteignable sans une réunification allemande. Avec la chute du mur de Berlin s'est donc ouverte une chance inattendue pour l'organisation des peuples européens.

Deux contributions très stimulantes se penchent sur la question institutionnelle des années 1949/50, tant du point de vue ouest que est-allemand. BOLDT détaille la préhistoire de la loi fondamentale de la RFA et il examine en particulier l'influence des autorités d'occupation sur ce texte. Les Alliés occidentaux voulaient une constitution irrécusable, qui se situe dans la tradition de Weimar, mais sans en répéter les erreurs. On évita donc un système parlementaire qui passait pour avoir été l'une des raisons de l'échec de la République de Weimar. Pour en écarter ces dangers, la responsabilité du Parlement devait être totale, par exemple à travers l'élection du chancelier. On refusa aussi les articles de pouvoirs spéciaux. Le Conseil fédéral constitutionnel devait jouer de plus un rôle de contrôle. Et la structure fédérale de l'État, qui trouvait ses racines dans la structure du vieux Reich, constituait aussi une limitation du parlementarisme. Mais pour compenser, l'unité juridique de l'Allemagne reposait entre les mains de l'État fédéral (Bund). Le système électoral était modifié et les droits individuels assurés par la protection du pouvoir de l'État. En parallèle, après une courte comparaison avec d'autres démocraties, M. KAISER éclaire la spécificité de la constitution de la RDA, par le contexte de sa mise en place. Elle explore les relations entre le texte de la constitution et sa réalité. Selon elle, cette constitution n'était pas à l'image de la constitution soviétique stalinienne de 1936, mais au contraire plutôt conçue, elle aussi, sur le modèle de celle de la république de Weimar. Cependant, à la différence de son modèle, le principe du partage du pouvoir fut remplacé par une concentration de celui-ci entre les mains de la Chambre du peuple. Il y avait aussi un autre mode de formation du gouvernement et la position des hautes autorités de l'État était incomparablement plus faible, car dans la construction de la RDA, il s'agissait avant tout de fonctions représentatives. Celle-ci développait en outre beaucoup plus les droits sociaux (art. 15–18). Le problème est qu'un certain nombre d'articles (par ex. art. 51, vote selon le droit d'appartenance politique) ne devint jamais réalité. À partir de 1950, il n'y eut plus qu'une liste unitaire sur l'initiative de la SED (parti socialiste unifié). Des lois furent par la suite votées qui étaient non conformes à la constitution. Celle-ci ne fut modifiée que trois fois. Dès 1949/50, la SED était la seule dépositaire de tout le pouvoir de l'État, tandis que la Chambre du peuple fut réduite au rôle d'organe d'exécution. L'écart entre texte et réalité ne fut réduit qu'en 1968, le pouvoir de la SED fut modifié par un changement dans une nouvelle mouture de la constitution qui reflétait le développement socialiste de l'État, même si ce n'était pas toujours basé sur le modèle socialiste soviétique.

S. FRÖHLICH met en évidence les difficultés auxquelles a eu à faire face le gouvernement d'Adenauer dans les premiers temps, en relation avec les problèmes de sécurité extérieure et de politique étrangère. Il se trouvait contraint au grand écart diplomatique entre la loyauté envers les Alliés, d'une part, et les concessions à l'opposition menée par Schumacher, d'autre part. S. Fröhlich renvoie aux problèmes de la RFA sur le chemin de la CECA. La discussion sur la Convention de la Sarre montra à Adenauer que Bonn se trouvait dans une position de faiblesse diplomatique par rapport à Paris. C'est pourquoi il se décida pour l'en-

trée de l'Allemagne dans l'appareil européen. Du côté de la RDA, W. LOTH montre la politique soviétique face à la création de cette nouvelle entité, réalisée contre la volonté originelle de Staline. Cependant, le camp oriental n'a pas une vision unanime ni de la situation, ni de l'avenir. Alors que Staline souhaite faire préparer par le Congrès du Peuple allemand une constitution pour l'ensemble de l'Allemagne, pendant ce temps, Walter Ulbricht (SED) se montre très actif pour soutenir la création d'un État est-allemand fondé sur le modèle soviétique, et il est en cela appuyé par un certain nombre d'officiels soviétiques. Et l'évolution de ses discours montre que ceux-ci font mouche, dès le mois de mai 1948, y compris sur Staline et sur le second du parti, Otto Grotewohl, qui était plutôt opposé à cette solution. Il en faudra encore un peu plus pour convaincre définitivement le chef du Kremlin, mais c'est à cette époque que le premier pas est franchi.

Quatre articles mettent en perspective les aspects économiques de la création des deux Allemagne et ceux de la réunification. Pour bien comprendre les relations et comportements économiques des années 1949-1950, il est nécessaire de replonger dans les évolutions des années de l'immédiat après-guerre, depuis 1945, et de se remémorer les pénuries, les restrictions et les menaces qui subsistent sur la production (F.-W. HENNING). En 1949, l'Allemagne fait encore face à une terrible pénurie de logement et les restrictions de charbon durent jusqu'en 1953. Les conceptions et les mesures prises par les occupants sont une contrainte forte pour la réorganisation économique. Même si le plan Morgenthau est vite abandonné, les limitations de la production se révèlent assez strictes, au moins dans un premier temps, avant que l'on prenne conscience des conséquences économiques que cette politique entraîne. L'article étudie en détail les différentes étapes de ces hésitations entre contrôle total et pragmatisme économique. Si du côté allemand de l'Ouest, les acteurs économiques sont assez largement influencés par l'idée de la planification économique, c'est à l'Est que cette planification est mise en œuvre (A. STEINER). Et celle-ci est largement décidée, dans les esprits, avant la création de la RDA. C'est en particulier un des thèmes principaux des discussions lors du second Congrès de la SED, en septembre 1947. Cette planification économique du type soviétique est bien entendu part entière du processus politique mis en œuvre par la SED. À l'Est également, en 1949 on est encore sous la contrainte des conséquences de la guerre, sans doute plus brutalement encore qu'à l'Ouest, car les Soviétiques n'ont pas fait preuve d'atermoiements dans le domaine des réparations et des démontages, et la remise en route de la production a également en partie pour fonction de servir aux prélèvements. C'est ainsi le premier plan économique est-allemand est soumis à de très fortes contraintes et que la pratique en est très délicate, d'autant que les objectifs sont difficiles à fixer.

Après avoir évoqué l'extrême accélération des événements ayant entraîné la réunification, M. WILLMS rappelle l'importance de la question économique dans ce processus. En analysant en comparaison les deux situations économique, financière et budgétaire, à l'Est et à l'Ouest, il montre les décisions fondamentales qui devaient être prises dans plusieurs domaines, en particulier dans la question monétaire (fixation du taux de change) et dans la mise en œuvre de la privatisation de l'économie de l'Allemagne orientale, selon différents modèles longuement discutés. Le bilan de la réunification laisse apparaître un coût très élevé, mais c'est celui qui devait être payé pour une réorganisation pacifique des relations politiques en Europe. Dans la suite, C. LUFT examine en détail ce défi économique de la réunification, en répondant aux explications mises en avant par la suite pour justifier les difficultés: la RDA était-elle industriellement un immense tas de ferraille, une économie au bord de la faillite? Un examen très soigneux des différentes évolutions économiques depuis les années 1950 lui permet de répondre par la négative à ces clichés, tout en avançant quelques explications assez convaincantes sur les causes réelles des difficultés.

Trois articles assez originaux, d'un point de vue français, examinent l'attitude des Églises face à la création de la RFA, et face à la réunification. H. OELKE commence par le rappel de la déclaration de Martin Niemöller, le célèbre pasteur qui, contestant la nouvelle constitu-

tion, affirmait que l'Allemagne, devant le choix entre une division durable et la perspective d'une réunification, se devait de choisir la seconde alternative et donc de prendre le risque du communisme. Une des problématiques est de savoir pourquoi cette déclaration a eu un si fort écho, ce qui revient à poser la question de la place et du rôle des Églises dans la société allemande de l'immédiat après-guerre. Mais ceci pose aussi les deux questions fondamentales de cette période, à savoir les alternatives offertes à l'Allemagne face à la Guerre froide et la question de l'unité de la nation. On comprend donc l'impression, lors du tournant de 1989/90, de vivre un nouveau départ, avec enfin cette unité au cœur des espoirs (H. HÜR-TEN). Les églises qui s'étaient faites les championnes de cette unité ne pouvaient pas s'abstenir d'y contribuer de façon majeure. Si dans cette action, le poids de l'ouest fut décisif, l'Église évangélique de la RDA joua également un rôle non négligeable, comme le raconte Gottfried Braasch qui en fut un acteur.

Pour finir, si l'on connaît bien en France les craintes françaises vis-à-vis de la réunification allemande et que le récit fait ici, tout en rappelant l'articulation précise des réactions et la »fin des illusions«, ne dévoile rien d'inédit (V. GUÉRIN-SENDELBACH), la perspective britannique permet une approche comparative (A. NICHOLLS). Mais cette perspective est en réalité multiple, d'où la difficulté d'en cerner les contours. Le point de vue de Margaret Thatcher, contrairement à celui du président français, évolua peu entre 1989 et 1990, pour des raisons liées à sa conception de la sécurité en Europe, peut-être aussi à cause de motifs personnels de méfiance envers l'Allemagne et enfin en raison de la volonté allemande de poursuivre et de renforcer la construction européenne, à un moment où l'on négocie l'UEM.

Le livre proposé ici présente à la fois les avantages et les inconvénients de ce type d'ouvrage. Il permet la présentation des avancées les plus récentes de la recherche, mais tous les aspects du sujet ne sont pas traités. De plus, on regrette qu'il n'y ait pas de conclusion générale en forme de synthèse. Il n'y a pas non plus de bibliographie générale, mais il faut remarquer que les notes des articles, très complètes, permettent un renouvellement bibliographique très utile. Un effort a cependant été fait puisque l'ouvrage dispose d'un index des noms de personnes et un autre des noms de lieux. Cet ouvrage n'apporte pas de »révélation« sur la question allemande, mais il permet d'en approfondir certains aspects dont quelques-uns sont assez rarement développés. Il prendra donc logiquement une bonne place dans la bibliothèque de tout historien spécialiste de cette période.

Françoise BERGER, Grenoble

Geschichte der Sozialpolitik in Deutschland seit 1945. Bd. 1: Grundlagen der Sozialpolitik, publ. par le Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung und Bundesarchiv, Baden-Baden (Nomos) 2001, XV-1227 p.; ISBN 3-7890-7314-8, EUR, 99,00; Bd. 2/1: 1945-1949. Die Zeit der Besatzungszonen. Sozialpolitik zwischen Kriegsende und der Gründung zweier deutscher Staaten, Bandverantwortlicher Udo WENGST; Band 2/2: Dokumente, Baden-Baden (Nomos) 2001, XII-1189 p. + CD-Rom, ISBN 3-7890-7315-6, EUR 169,00.

Nous rendons compte ici des deux premières livraisons d'une de ces entreprises qui manifestent une fois de plus la vitalité et l'efficacité de la communauté scientifique historique d'outre-Rhin. Il s'agit en effet d'un projet collectif de grande envergure se donnant pour but de brosser un tableau complet de la politique sociale en Allemagne de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à l'unification. Pour embrasser un demi-siècle d'évolutions, ce ne sont pas moins de dix volumes qui sont programmés, dont un pour la période d'occupation, cinq pour la RFA, trois pour la RDA et un volume conclusif pour la période 1989-1994. Encore faut-il ajouter qu'on a affaire en fait à des volumes doubles, puisque chaque période voit le volet analyse flanqué d'un tome de documentation. Pour mener à bien cet ambitieux projet, un comité éditorial réunissant les meilleurs spécialistes du sujet,